

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de membres  
en exercice : 11  
Présents : 9  
Votants : 11

Date de  
convocation :  
08/12/2015  
Date d'affichage :  
15/12/2015

L'An deux mil quinze

Le 15 décembre

Le conseil municipal de la commune de Notre Dame de l'Osier (Isère) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie sous la présidence de Mr BRICHET- BILLET Alex, Maire.

Présents : M. Alex BRICHET-BILLET, M. Michel CARRIER, M. FIORIO Bernard, Mme ODOIX Raymonde, M. JOUVE Jean-Christophe, Mme GAUVIN Nelly, Mme LOCATELLI Sandrine, Mme VERNEY Violaine, M. GRIGIS Vincent

Absents excusés : M. FERROUILLAT Sébastien a donné procuration à M. BRICHET-BILLET Alex, Mme RAVIER Marie-Noëlle

**Délibération  
prescrivant  
l'élaboration d'un PLU  
(Plan Local  
d'Urbanisme) et  
définissant les objectifs  
poursuivis et fixant les  
modalités de  
concertation**

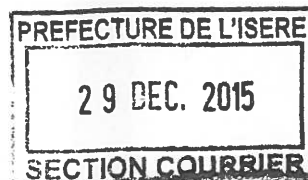
Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les dispositions de la loi ALUR (loi pour l'accès au Logement et en Urbanisme rénové) du 24 mars 2014 prévoient la caducité des Plans d'Occupation des Sols (POS) qui n'auraient pas été mis en forme de plans locaux d'urbanisme au 31 décembre 2015.

La loi prévoit également que les POS dont la révision en vue de leur transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU) aurait été prescrite avant le 31 décembre 2015 bénéficieront d'un délai de trois ans à compter de la publication de la loi pour être transformés en PLU, soit jusqu'au 26 mars 2017,

La commune de Notre Dame de l'Osier est dotée d'un POS qui a été approuvé le 09/11/2000 et qui a fait l'objet d'une modification n°1 approuvée le 07/12/2004, d'une modification n°2 approuvée le 25/03/2008.

La loi « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 décembre 2000 a supprimé les POS pour les remplacer par les Plans Locaux d'Urbanisme. Cette loi SRU en créant les P.L.U. a profondément modifié le contenu du document d'urbanisme local en imposant désormais aux PLU de contenir notamment un document intitulé « projet d'aménagement et de développement durables », traduisant le projet de développement de la commune. La loi SRU a également profondément remanié la procédure d'élaboration du document d'urbanisme en imposant, dès le démarrage des études, une concertation avec la population, obligation qui n'existait pas dans le cadre de l'élaboration des POS.

La loi « Engagement National pour l'Environnement » du 12 juillet 2010, dite « GRENELLE II » a complété le dispositif de la loi SRU en imposant notamment aux PLU de fixer les conditions permettant de réduire la consommation d'espace et la consommation énergétique, de protéger la biodiversité et de préserver des continuités écologiques.



Compte tenu de l'échéance de caducité du POS contenue dans la loi ALUR du 24 mars 2014 et de la nécessité de revoir certaines orientations d'urbanisme du POS, il est aujourd'hui nécessaire d'établir un plan local d'urbanisme prenant en compte les évolutions législatives et réglementaires, l'évolution du contexte intercommunal et notamment le schéma de cohérence territoriale ainsi que le bilan de l'application du POS.

Après avoir sollicité les conseils de l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise et suite à la réunion de travail en date du 18 novembre 2015 au cours de laquelle un large échange a permis à l'équipe municipale d'évaluer les différentes possibilités offertes :

- Plan Local d'Urbanisme : document prévisionnel qui oriente la politique communale.
- Carte Communale : définit simplement des zones à construire.
- Règlement National d'Urbanisme : confie à l'Etat toute décision d'urbanisation et laisse donc une faible marge de manoeuvre aux projets de développement communal.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-13 et L. 300-2 :

Monsieur le Maire présente les raisons pour lesquelles la révision du POS est rendue nécessaire et les objectifs poursuivis et l'intérêt de se doter d'un PLU. Il expose la nécessité d'engager une procédure de concertation pendant toute la durée de l'élaboration du projet.

La révision du POS constitue pour la commune une opportunité de conforter la réflexion déjà engagée sur son développement à moyen terme afin d'assurer un urbanisme maîtrisé. Il convient également d'y intégrer le plus en amont possible les enjeux du développement durable, conformément aux principes fondamentaux énoncés par les articles L 110 et L 121-1 du code de l'urbanisme.

Elle est par ailleurs imposée par l'article L 123-19 du code de l'urbanisme, avec l'obligation de mettre en révision le POS avant le 31 décembre 2015 sous peine de revenir au RNU au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La commune expose les choix qui la motivent pour maintenir un document d'urbanisme sur son territoire. Elle considère que le PLU s'inspirera des choix cohérents déjà affichés dans le POS, et qui ont servi de fil conducteur aux phases successives des aménagements dans le centre village. Le POS traduit déjà le choix de se recentrer, conforter le centre-village, engager un développement qualitatif.

**Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :**

- 1. De prescrire** la révision du POS valant transformation en PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions des articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme avec pour objectifs :
  - Traduire les objectifs de développement de la commune dans un PADD
  - Intégrer les évolutions législatives, réglementaires et territoriales intervenues depuis l'approbation du POS
  - Maîtriser le développement urbain au regard des objectifs démographiques de la commune, du besoin en habitat
  - Préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers participant à la richesse environnementale de la commune
  - Protéger la qualité urbaine architecturale et paysagère contribuant au cadre de vie agréable de la commune et à la préservation de son patrimoine
  - Mettre en place un droit de préemption pour agir sur les secteurs stratégiques
  - Pouvoir mettre en place des Opérations d'Aménagement Programmées
  - Prendre en compte les nouveaux enjeux issus du SCOT de la Région Urbaine Grenobloise approuvé, et des récentes lois notamment la loi ALUR

L'ensemble des objectifs définis ci-dessus constitue la phase actuelle de la réflexion communale. Ils pourront évoluer, être complétés, éventuellement revus ou précisés en fonction des études liées à l'élaboration du PLU. Ces évolutions, modifications ou abandons seront justifiés par les documents constitutifs du PLU.

- 2. D'approuver** les objectifs poursuivis par la procédure et exposés ci-dessus

- 3. De définir conformément à l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme**, la concertation préalable à la révision du POS valant transformation en PLU et qui sera réalisée selon les modalités suivantes :

**Moyens d'information à utiliser :**

- Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires
- Des articles dans le bulletin municipal et sur le site internet de la commune à chaque étape importante de la démarche
- Trois réunions publiques avec la population, programmées au moment du diagnostic territorial sur le cadre juridique à prendre en compte dans le cadre de l'élaboration du PLU, des orientations générales et des contraintes supra-communales ; la seconde au moment de la présentation des esquisses du (PADD) projet d'aménagement et de développement durables et de l'ébauche du PLU et enfin la dernière avant l'arrêt du projet.
- Dossier disponible en Mairie

### Moyens offerts au public pour s'exprimer :

- Un registre destiné à recueillir les observations de toute personne intéressée sera mis tout au long de la procédure à la disposition du public en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture
- Des permanences d'élus se tiendront en mairie pour répondre aux interrogations des habitants. Ces permanences seront annoncées dans le cadre du journal municipal et sur le site internet de la mairie.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de révision du POS valant transformation en PLU. A l'issue de cette concertation, M. le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de révision du POS valant transformation en PLU :

4. **De donner autorisation** au Maire pour signer toute convention, contrat, avenant ou convention de prestation de service ou de maîtrise d'œuvre concernant l'élaboration technique de la révision du POS valant transformation en PLU
5. **De solliciter** en application de l'article L 121-7, 2<sup>ème</sup> alinéa du code de l'urbanisme, la mise à disposition gratuite des services de la direction départementale des territoires de l'Isère pour accompagner la commune tout au long de la procédure de révision,
6. **De solliciter** de l'Etat (article L 121-7 1<sup>er</sup> alinéa du code de l'urbanisme) et du Département, une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et éventuellement aux frais d'études liés à la révision du POS valant transformation en PLU
7. **Que les crédits** destinés au financement des dépenses afférentes à l'étude de la révision du POS valant transformation en PLU seront inscrits au budget d'investissement de l'exercice considéré (chapitre 20-article 2031).
8. **Que conformément à l'article L 121-4 du code l'urbanisme**, l'Etat, la région, le département, les autorités organisatrices prévues à l'article L 1231-1 du code des transports, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat et les organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux seront associés à l'élaboration du PLU de même que la chambre de commerce et d'industrie, la chambre de métiers, la chambre d'agriculture.
9. **Ces personnes publiques peuvent être consultées**, sur leur demande, au cours de l'élaboration du projet de PLU conformément à l'article L 123-8 du code de l'urbanisme. En application du L 121-5 du même code, les associations locales d'usagers agréées selon les dispositions de l'article R 121-5 du code de l'urbanisme et les associations agréées de protection de l'environnement visées à l'article L 141-1 du code de l'environnement sont également consultées à leur demande. Il en est de même des communes limitrophes, des EPCI voisins et du représentant des organismes HLM en application de l'article L 123-8 du code de l'urbanisme.

